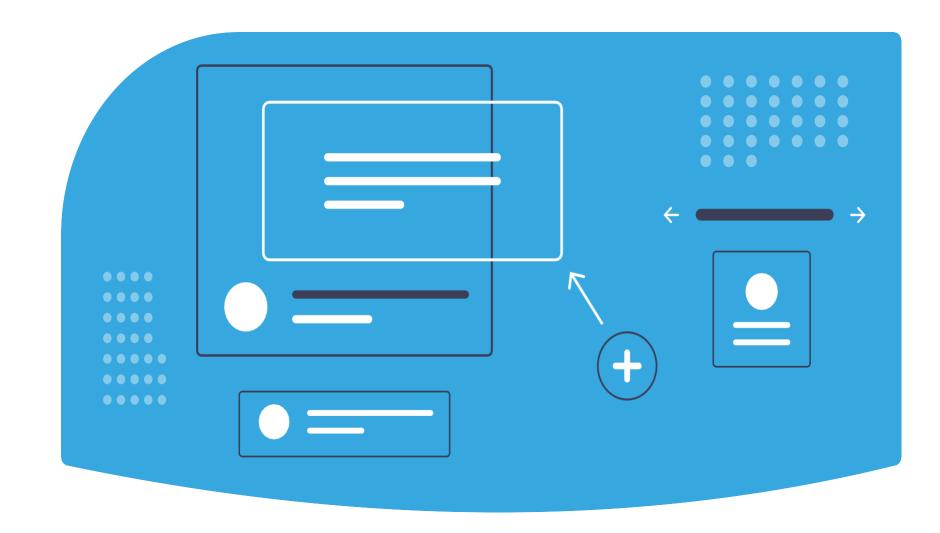




*WEBNIAIRE:

9 Novembre 2021, 16h 00 GMT

Réussir son approche fondée sur les risques dans un cadre LBC-FTP pour les réassureurs, assureurs et courtiers en zone UEMOA et CEMAC



Nouveau règlement CIMA relatif à la LBC-FTP

Enjeux: Maitrise des données, technologique et ERM, impacts et retours d'expériences

Les panélistes

Réussir son approche fondée sur les risques dans un cadre LBC-FTP pour les réassureurs, assureurs et courtiers en zone UEMOA et CEMAC



Dr Rilwane BADIROUExperten données de marchés financiers
CEO Orishas Finance



Stéphane THROMAS
Solution Specialist
Risk & Compliance Dow Jones



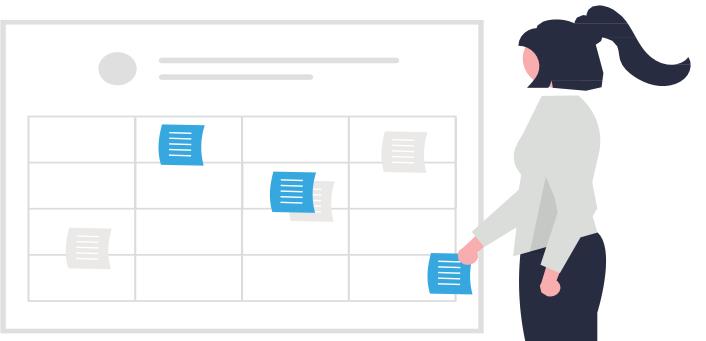


Nicolas FLEURET Associé Risk Advisory Deloitte



Ghislain Kahnd KOUAME Responsable LBC-FTP AMSA CI

AGENDA

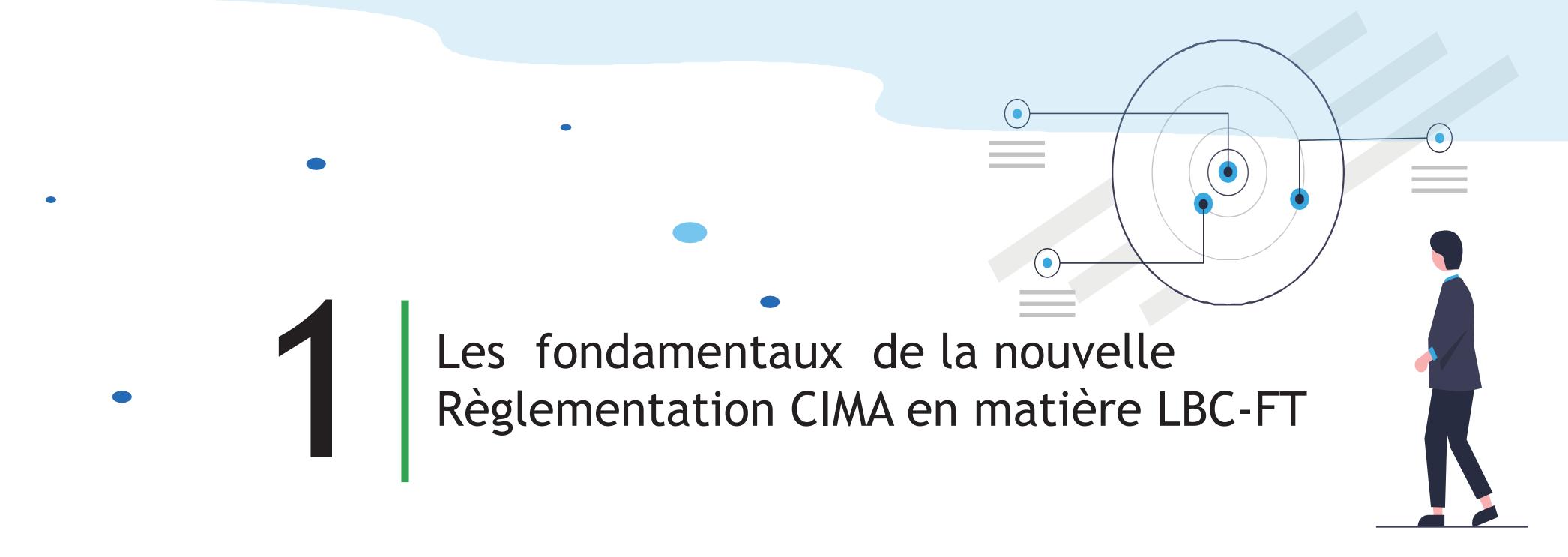


- Les fondamentaux de la nouvelle Règlementation CIMA en matière LBC-FT
- Les écarts par rapport à la règlementation internationale (GAFI)
- Enjeux de la maitrise des données et des solutions pour réussir son approche basée sur les risques
- Retours d'expériences
 - Questions & Réponses
 - 6 Conclusion

SONDAGE



•QUEL EST VOTRE NIVEAU DE COMPREHENSION ET DE MAITRISE DE LA NOUVELLE REGLEMENTATION LBC-FTP DE LA CIMA ?



REGLEMENTATION CIMA ET GAFI

1. Modernisation des définitions et arrimages aux standards internationaux

- 1. Elargissement de la notion de Blanchiment de capitaux afin d'appréhender les cas de participation à de tels actes
- 2. Extension de la définition du financement du terrorisme afin d'incriminer les actes constitutifs : la tentative ou la facilitation de l'exécution
- 3. Introduction notion de financement de la prolifération des armes de destruction massive

2. Mise en œuvre d'une approche fondée sur les risques

- 1. Identification des menaces et vulnérabilité (critères: produits, client, géographie, canaux de distribution)
- 2. En vue d'allouer des ressources de manière efficiente
- 3. Mettre en place des procédures et contrôles adéquats
- 4. Permettant de gérer les risques et de les atténuer/limiter

3. Renforcement de l'obligation de vigilance de le cadre des relations d'affaires

- 1. Des procédures particulières pour les relations avec les Personnes Politiquement Exposées
- 2. Une surveillance constante des opérations avec les pays et territoires ou juridiction non coopératifs et personnes visées par le gel de leur avoirs
- 3. Un KYC et des conditions d'acceptation renforcés pour les relations avec des entreprises d'assurance situées à l'étranger.
- 4. Le recours à des tiers qui doit être encadré par des procédures (d'identification, de contrôle et subordonné à certaines conditions)

Règlement 001/CIMA/PCMA/PCE/SG 2001 du 02 Mars 2021

REGLEMENTATION CIMA ET GAFI

4. Nécessité d'une organisation et d'une allocation de moyens dédiés

- 1. Exigence de structure interne en charge de l'application des programmes de LBC FT (dotés de moyens humains et matériels adéquat en vue d'assurer son indépendance)
- 2. Désignation d'un responsable interne en charge du programme (information CRCA et CRF)

5. Plus grande implication des organes de direction

- 1. Le département en charge de la LBC/FTP est rattaché à la Direction Générale qui est chargée de la mise en œuvre de l'ensemble du programme et
- 2. Le dispositif mis en place au sein de l'entreprise d'assurance doit être validé et approuvé par le Conseil d'Administration.

6. Un personnel formé

- 1. Dès les recrutements et une surveillance, formation et sensibilisation permanente du personnel sensible qui doit être assuré par la compagnie d'assurance.
- 7. Des systèmes d'information adaptés
- 8. Renforcement des contrôles internes (rapports annuels)

Règlement 001/CIMA/PCMA/PCE/SG 2001 du 02 Mars 2021

REGLEMENTATION CIMA ET GAFI

- Une approche prenant en compte les recommandations essentielles applicables au Secteur de l'assurance
- 1/ Approche par les risques
- 2/ L'organisation du dispositif LCB / FT et le contrôle interne
- 3/ L'exercice de la vigilance
- 4/ L'encadrement du recours à la tierce introduction
- 5/ Pouvoir de l'autorité de contrôle et régulation

Toutefois,

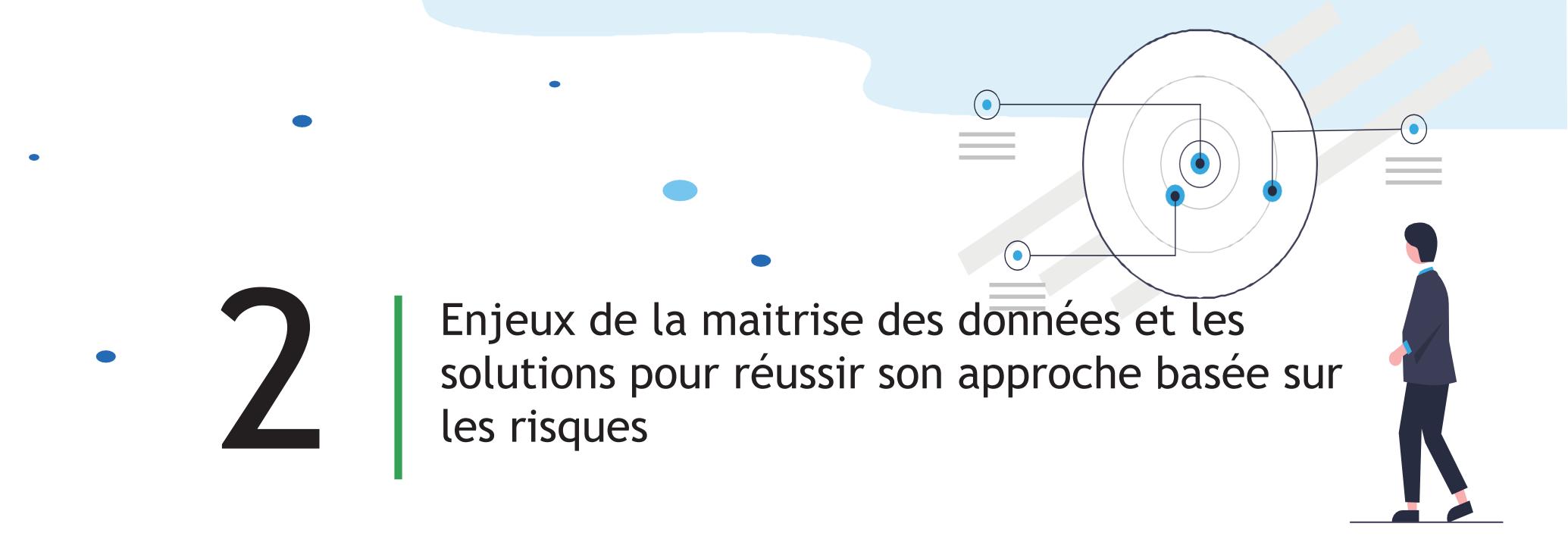
- 1/ c'est une approche uniforme pour la Vie et la Non-Vie
- 2/Des points complémentaires qui auraient pu être précisés:
- Au rang des constructions juridiques: les Organismes à but non lucratif(OBNL) (actuellement seuls sont évoqués les fondations et trust))
- Les évolutions technologiques ou enjeux de digitalisation
- L'obligation d'effectuer un monitoring de ses succursales et filiales
- Enjeux de l'identification du bénéficiaire de contrat.

Guide GAFI pour les Assurances:

https://www.fatf-

gafi.org/fr/themes/methodesettendances/do cuments/nouvelleslignesdirectricespourlesect eurdelassurance-

<u>viesurlapplicationdelapprochefondeesurlerisq</u> <u>ueafindeluttercontreleblanchimentdecapitau</u> <u>xetlefinancementduterrorisme.html?hf=10&b</u> =0&s=desc(fatf_releasedate)



SONDAGE



QUEL EST LE NIVEAU DE MAITRISE ET CONFORMITE DE VOTRE

DISPOSITIF LBC-FTP SELON LES AXES (ERM + APPROCHES ABR + QUALITE DES

DONNEES + TECHNOLOGIES + PROCEDURES)

COLLECTE DE L'INFORMATION RISK & COMPLIANCE

Pour alimenter nos bases de données, les actualiser et les élargir au quotidien, Dow Jones dispose de 5 centres de recherches regroupant plus de **400 personnes**.

- Présence des équipes éditoriales sur 5 centres (24h/24): Princeton, London, Barcelona, Singapore, Shanghai.
- 68 langues parlées au sein de nos équipes éditoriales.
- Recherche de données publiquement disponibles dans des sources crédibles (presse, web, agences gouvernementales, tribunaux, etc.).
- 60% des membres de nos équipes éditoriales titulaires d'un Master ou d'un Doctorat (Bac+5 à Bac+8).

Rôle de l'Equipe Editoriale en bref: investiguer, collecter, indexer, enrichir et mettre à jour l'information.

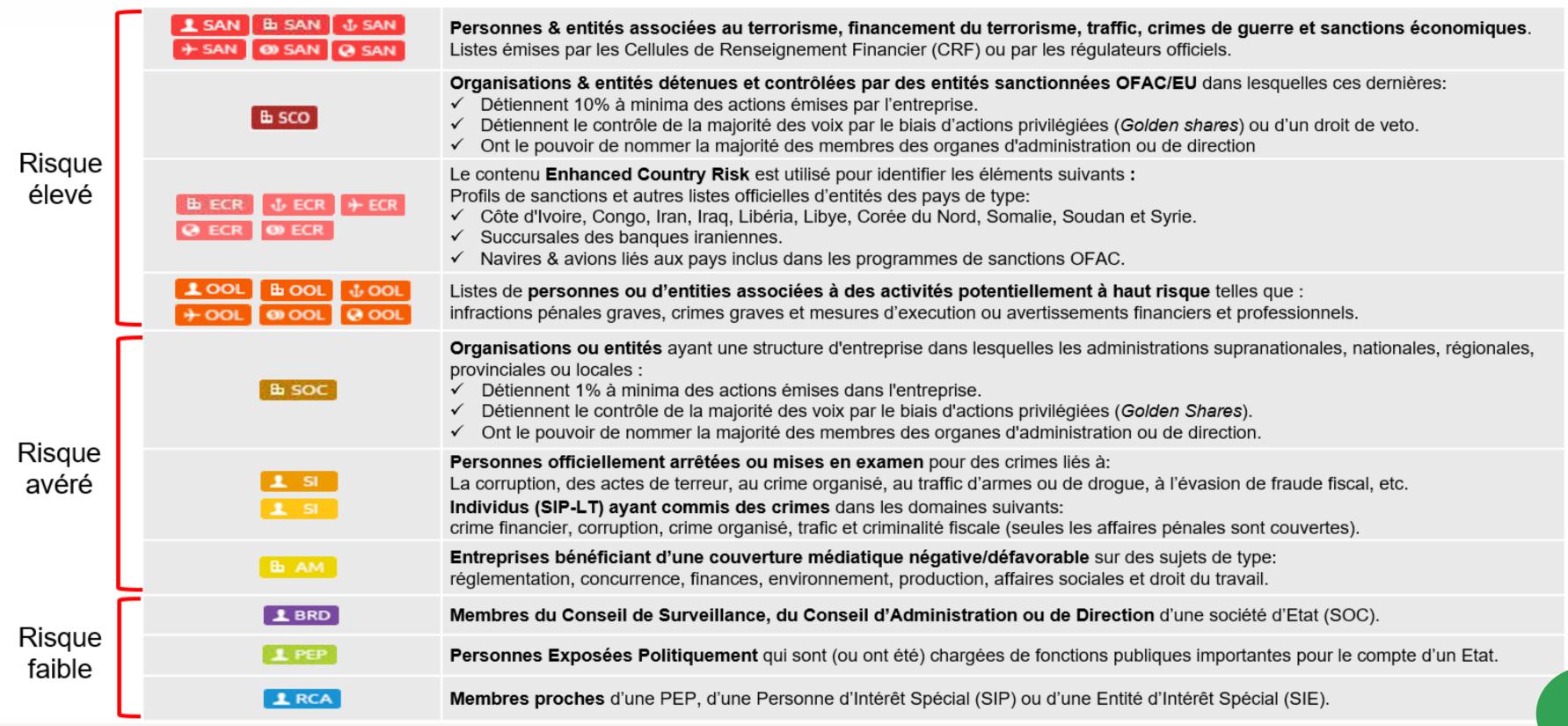








Synthèse de la catégorisation des risques Dow Jones



Nouveau règlement CIMA relatif à la LBC-FTP | Enjeux, impacts et retours d'expériences

SOLUTIONS DOW JONES DISPONIBLES POUR VOTRE GESTION DES RISQUES

Procédure KYC

Vérification des vos entrées en relation (accès RiskCenter Financial Crime)

Screening & Monitoring

Filtrage à fréquence régulière de vos tierces parties contre la donnée R&C de Dow Jones

Screening ponctuel

Fitrage one-off de votre base de tiers contre la donnée R&C de Dow Jones

Rapports de Due Diligence

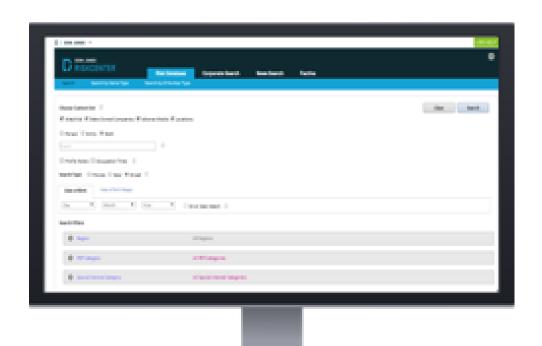
Commande de rapports ad hoc d'investigation sur les tiers de votre choix

Data Feed

Alimentation de votre outil de filtrage et plateformes SAP/Orace avec le flux R&C

API & Batch API

Intégration de la data R&C dans votre web portal/CRM/intranet



Approche par les Risques et Composantes clés d'un dispositif LCB-FT



GOUVERNANCE & ORGANISATION

- **Périmètre d'application** (entités, activités / processus, principe de surveillance consolidée de l'activité etc.)
- **Rôle & responsabilités de la Filière** (siège, filiales, fonctions de contrôle, etc.) et articulation entre acteurs
- **Gestion des sous-traitants** (internalisation Vs externalisation totale ou partielle des processus clés, modalités de pilotage et de contrôle, etc.)



PROCESSUS

Processus d'entrée en relation (collecte des données et justificatifs KYC, évaluation du niveau de risque de la relation d'affaires et mise en œuvre de diligences adaptées au niveau de risque)

KYC

Processus d'actualisation de la connaissance client (en fonction du niveau de risque de la relation d'affaires)

Processus de criblage des bases clients et gestion des alertes (Sanctions internationales / PPE / ADVERSE MEDIA)

F

Processus de Filtrage des flux d'opérations et gestion des alertes (Sanctions internationales)

Processus de Surveillance des opérations et gestion des alertes (LCB-FT)



APPROCHE PAR LES RISQUES

Cartographie des risques + Classification des risques





PROCEDURES

- Procédures de connaissance client (y compris criblage)
- ✓ A l'entrée en relation
- ✓ Au cours de la relation d'affaires
- Procédures de surveillance des opérations (y compris filtrage)
- ✓ Modalités de détection
- ✓ Modalités de traitement des alertes



OUTILS

SCORING

CRIBLAGE

FILTRAGE

OPERATIONS ATYPIQUES



CONTROLES

Plan de contrôle de premier et de deuxième niveau à adapter en fonction du modèle opérationnel (internalisation Vs externalisation totale ou partielle des processus clés) et du niveau de risque SF associé

Des données pour Classifier et Cartographier les risques



Régulateurs nationaux et internationaux attendent que les acteurs classifient et cartographient leur risques : identification, évaluation, priorisation et gestion des risques.

Classifier les risques intrinsèques

Analyser les risques

Synthétiser

Relever les facteurs de risques sous 5 axes

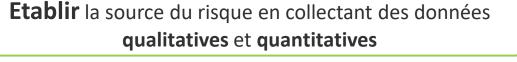
Analyser, probabiliser les risques & mesurer les impacts

Prioriser les risques, les arbitrer et les gérer



Transactions

Ex : prêts à la consommation, suivi de retraits en espèces ; paiement reçus de tiers inconnus ; transactions incohérentes au regard des éléments connus de la relation d'affaires etc.



La chaîne actionnariale, le volume et l'origine estimés des

transactions, le recours à des devises étrangères où le pays

d'activité sont des exemples de données à collecter

Mise à plat du Intégration des **Réaction aux** dispositif et des risques potentiels impacts avérés contrôles

La prise en compte des actions aboutit à un risque résiduel:

Low

Low

Low

Medium

Effective

Partially Effective

Inherent Risk

Low

Medium

High

Medium

High

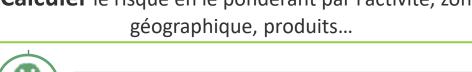


Produits

Ex : souscription à des produits spécifiques Gestion de Fortune ou Banque Privée ; souscription à une offre service de coffre etc.

Calculer le risque en le pondérant par l'activité, zone

géographique, produits...



Des solutions automatisées ciblent les facteurs clés et calculent le risque

une

Graduer le risque par niveau pour estimer son impact potentiel sur l'établissement

observe On fréquemment graduation sur trois ou Medium quatre niveaux Low



Ex : relation d'affaires ayant fait l'objet d'une déclaration de soupçons; nouvelle relation d'affaires ; connaissance de la relation d'affaires insuffisante etc.



Canaux

Ex : entrée en relation par de nouveaux canaux de distribution ; utilisation d'un canal de distribution occasionnel ; entrée en relation externalisée avec une entité tiers etc.



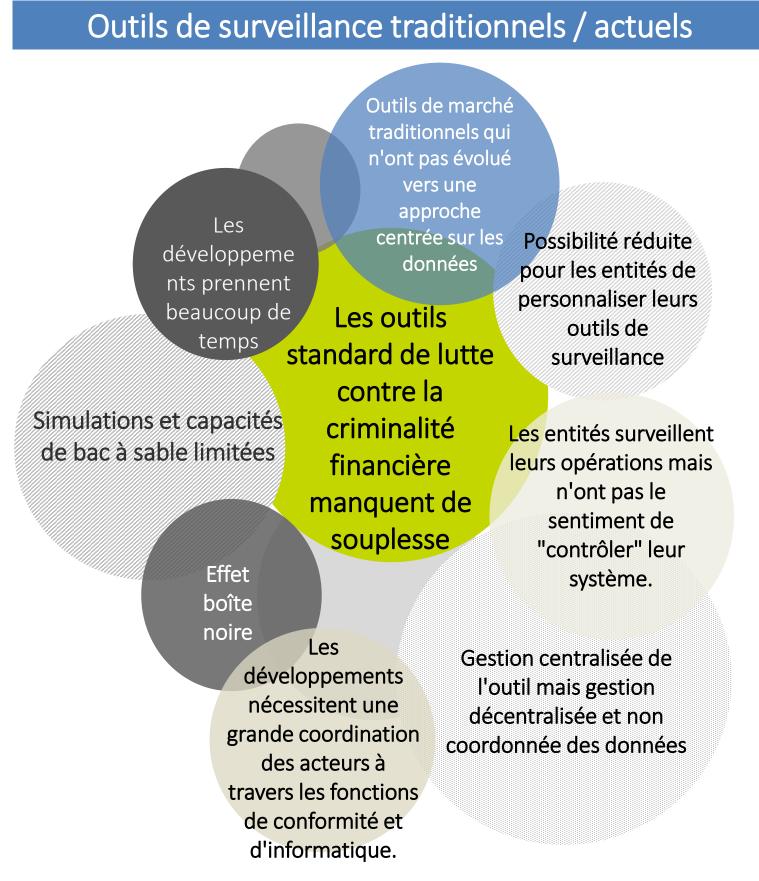
Localisation

Ex : relation d'affaires établie dans un pays de la liste à risque; opération ou flux financier provenant d'un desdits pays ; client réalisant un pourcentage de chiffre d'affaires HT dans un pays sensible etc.

Définition d'un plan d'action

© 2021 Deloitte Conseil - document protégé - ne peut être copié ou diffuser sans autorisation

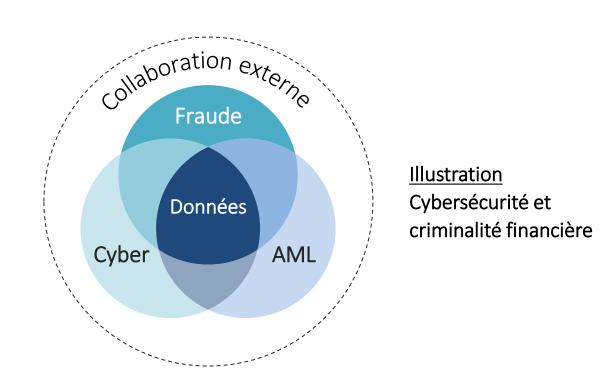
Les institutions financières remettent en question les systèmes traditionnels et explorent de nouvelles stratégies pour gagner en agilité et en pertinence.



Stratégie émergente et état cible

Pour répondre aux attentes croissantes en matière de systèmes de suivi de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, les assujettis (assureurs et banques) mettent en place de nouvelles approches centrées sur des plateformes de données dotées d'outils de science des données, de gestionnaires de cas et de capacités de reporting et de visualisation des données.

L'utilisation de toutes les données disponibles (internes ou externes) est au cœur de cette nouvelle approche.



Avantages des outils et technologies de surveillance innovants centrés sur les données



Amélioration de la capacité de détection



Des coûts maîtrisés



Efficacité opérationnelle accrue du processus d'alerte LBC/FT grâce à des briques d'IA et de robotique.



Une architecture agile conçue autour de plateforme de données

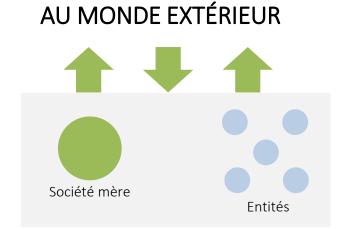


Plate-forme technique évolutive pour répondre aux nouveaux risques



Un accès plus facile aux données pour une meilleure compréhension des opérations

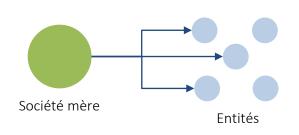
Un système flexible et adaptable pour répondre aux différents besoins



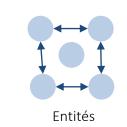




SOCIÉTÉ MÈRE POUR = ENTITÉS DU GROUPE



ENTRE LES ENTITÉS



AU NIVEAU DE L'ENTITÉ





RETOURS D'EXPERIENCES



- La Mise en place du Dispositif LBC-FT
 - *L'importance de la DATA
 - La LBC-FT une réalité

RETOURS D'EXPERIENCES

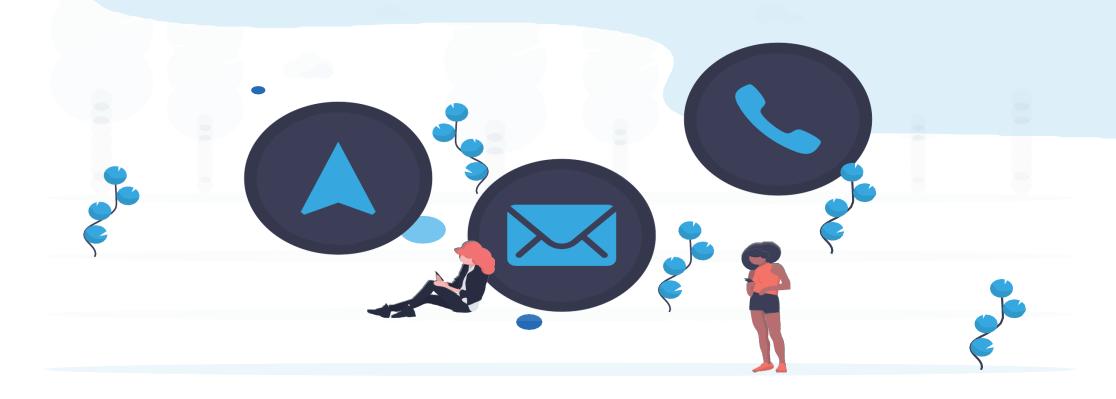
- 1. La mise en place du dispositif LBC-FT (rappel historique sur la mise en place du dispositif AMSA, le rôle déterminant du CA, le concours de circonstance des attentats de Bassam, les
- difficultés rencontrées dans la mise en place du dispositif manuel ...)
- 2. L'importance de la DATA (Insister sur l'élément le plus important de la LBC-FT qui est la manipulation et la maîtrise de la DATA)
- 3. La LBC-FT une réalité (Partage d'expérience sur les sollicitations de plus en plus fréquentes des organes CENTIF, Procureur, Police économique ...)



QUESTIONS & REPONSES



CONCLUSION



Email:

<u>info@orishas-finance.com</u> <u>rilwane.badirou@orishas-finance.com</u>

Tél:

(+225) 07 48 78 36 65

(+225) 27 22 52 31 96 / 98

www.orishas-finance.com